

La genèse de l'Etat d'Israël ou l'origine de la question palestinienne

La genèse de l'Etat d'Israël est le fruit d'un long processus qui débute à la fin du XIXe siècle avec l'arrivée des premiers immigrants juifs en Palestine.

La Palestine d'alors correspond à peu près à l'actuel Etat d'Israël et aux territoires occupés par celui-ci. Elle est sous domination turque depuis 1517. L'écrasante majorité de sa population est arabe, musulmane (plus de 90%) ou chrétienne. Ses traditions, ses coutumes et sa langue constituent la culture dominante du pays. Les Juifs ne forment qu'une petite minorité: même pas 5% (20.000 - 25.000) de la population totale en 1880.

De 1880 à 1914 60.000 Juifs, surtout originaires de l'Europe de l'Est, arrivent en Palestine. Cette immigration est indissociable de l'histoire du sionisme.

Le sionisme politique est né dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Il regroupe des courants différents "dont l'élément commun est le projet de donner à l'ensemble des Juifs du monde un centre spirituel, territorial ou étatique, en général localisé en Palestine" (1) d'où leurs ancêtres avaient été chassés à l'époque romaine.

Au début les idées sionistes ne trouvent que peu d'écho. La situation change à partir des années 80, quand l'essor de l'antisémitisme, surtout en Europe de l'Est où les persécutions font rage, développe le nationalisme juif et quand le sionisme trouve en Théodor Herzl (1896: "L'Etat juif") un théoricien et un organisateur à grande capacité mobilisatrice.

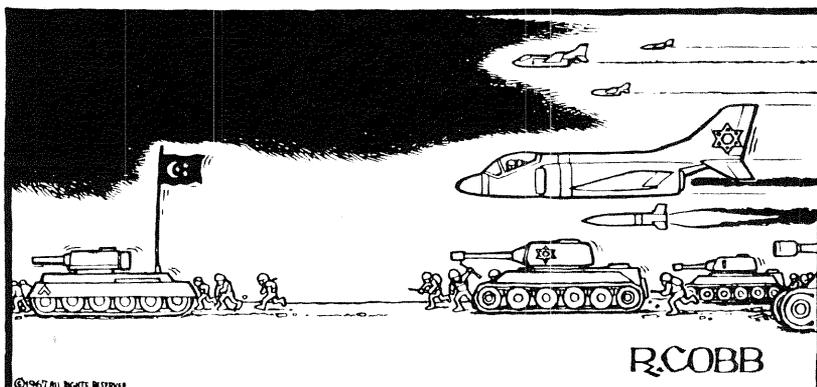
Le premier congrès sioniste réuni à Bâle en 1897 définit la stratégie du mouvement. L'objectif primordial est la colonisation agricole et artisanale de l'ensemble de la Palestine. Le choix des lieux d'implantation n'est pas laissé au hasard: il s'agit de couvrir le pays d'un réseau de colonies de plus en plus dense, jusqu'à l'appropriation totale des terres disponibles. Ces colonies se dotent très tôt de tout un réseau d'institutions (police, justice, assurances sociales, partis politiques, impôts, etc.), le noyau du futur appareil d'Etat israélien. Quant à la population arabe qui cultive la terre palestinienne (2), la plupart des dirigeants sionistes ne s'en soucient guère (3) ou, tel Herzl, envisagent froidement de la chasser: „Die arme Bevölkerung trachten wir unmerklich über die Grenze zu schaffen, indem wir ihr

in den Durchzugsländern Arbeit verschaffen, aber in unserem eigenen jederlei Arbeit verweigern. Die besitzende Bevölkerung wird zu uns übergehen. Das Expropriationswerk muss ebenso wie die Fortschaffung der Armen mit Zartheit und Behutsamkeit erfolgen" (4). Ces vues portent en germe tous les drames futurs. Mais pour choquantes qu'elles soient, il convient de rappeler qu'elles sont parfaitement conformes au climat idéologique de l'époque: l'impérialisme n'"avait-il pas implanté, jusque dans la conscience des plus défavorisés (...) l'idée que, en dehors de l'Europe, tout territoire était susceptible d'être occupé par un élément européen."(5)?

Parallèlement aux tentatives d'implantation en Palestine le mouvement sioniste entreprend un énorme effort d'organisation des Juifs dispersés pour renforcer leur "conscience nationale" et gagner leur appui. Enfin il multiplie les démarches diplomatiques pour obtenir les accords gouvernementaux indispensables à la réussite à terme de son projet. De ce point de vue la déclaration Balfour (2.11.1917) qui annonce que "le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et fera tous ses efforts pour réaliser cet objectif" (6) constitue une première victoire déterminante pour l'avenir. Elle est le produit d'une convergence d'intérêts entre l'Organisation sioniste et l'impérialisme britannique. Trois motifs sont à l'origine de la déclaration (7): "l'effet de propagande espéré sur les Juifs de l'Empire ottoman" (8) et le désir de se procurer au Moyen-Orient un allié redevable, sûr, qui garderait le canal de Suez.

En 1922 la Société des Nations accorde à la Grande-Bretagne le mandat sur la Palestine qui intègre, en la renforçant, la déclaration Balfour. C'est dans ce cadre que se développe à partir des années 20 une immigration massive, impensable sans l'appui britannique. Elle permet plus tard la revendication d'indépendance de la colonie juive. En effet celle-ci ne devient possible que parce que les Juifs constituent 31,5% de la population en 1943, contre à peine 10% en 1917.

Quelles sont les réactions palestiniennes face aux visées sionistes? Contrairement à une opinion très répandue, la résistance arabe à la pénétration juive a commencé dès le début, bien avant la première guerre mondiale. Elle se traduit d'abord par



LOS ANGELES FREE PRESS - JUNE 9, 1947

l'opposition paysanne aux transactions agraires qui chassent les fellahs de leurs terres. En effet le paysan palestinien est rarement propriétaire. Sa terre appartient à de grands propriétaires fonciers, lointains, ne résidant souvent même pas en Palestine. Ceux-ci font d'excellentes affaires en cédant leurs propriétés à des institutions comme le Fonds national juif, alimenté par la diaspora et prêtes à payer au prix fort la réalisation de leurs objectifs. Les contrats de vente comportent généralement une clause obligeant les Arabes à quitter immédiatement leurs exploitations. Aussi n'est-il guère étonnant que les fellahs chassés de la terre de leurs ancêtres, dépourvus de ressources car la plupart des Juifs refusent de les employer, même comme journaliers - commencent à recourir à la violence. Ils se regroupent en bandes pour attaquer les colonies sionistes qui ripostent et se transforment progressivement en véritables forteresses.

La réaction à la déclaration Balfour est extrêmement violente, d'autant plus que les Britanniques avaient promis au chérif de la Mecque, Hussein, la constitution d'un grand Etat arabe, unitaire et indépendant, qui dans l'optique arabe devait tout naturellement englober la Palestine. Or, non seulement le gouvernement de Sa Majesté ne tient pas ses promesses: pire! La déclaration Balfour- les concernés ne le comprennent que trop bien - risque d'aliéner à terme la Palestine à ses occupants séculaires. Résultat: des troubles graves se produisent, la violence devient endémique. Les Palestiniens se révoltent à plusieurs reprises: en 1921, 1929, 1933 et de 1936 à 1939 quand ils se lancent dans une véritable guerre des partisans. Mais ils ne réussissent pas à empêcher la mainmise progressive des sionistes sur leur patrie. A cela plusieurs raisons:

- les Britanniques soutiennent jusqu'en 1939 systématiquement la pénétration sioniste et n'hésitent pas à réprimer par la force des armes toute forme d'opposition arabe;
- l'immigration massive, suite aux persécutions antisémites en Europe, renforce considérablement la position sioniste;
- grâce à l'appui britannique et à l'aide financière des sionistes du monde entier les colons réussissent à contrôler presque toutes les positions clés de l'économie à la veille de la 2^e Guerre mondiale.

Survient la guerre. Les Britanniques ont besoin de l'appui, notamment militaire, des sionistes et des Arabes. Pour ménager ces derniers ils limitent sévèrement l'immigration en Terre Sainte: décision dramatique pour d'innombrables Juifs européens qui essaient d'échapper à l'extermination. Pour les mêmes raisons la Grande-Bretagne, dès que la victoire en Afrique du Nord est définitive, décide de désarmer les milices armées sionistes. Mais celles-ci ne se laissent pas faire, d'autant plus que la Grande-Bretagne s'oppose depuis 1939 à la création d'un Etat purent juif en Palestine. Elles lancent une véritable guerre terroriste contre la puissance mandataire.

Au sortir de la guerre la politique palestinienne de la Grande-Bretagne se trouve dans une impasse totale. Alors que les sionistes veulent ériger au plus vite un Etat purent juif, les Palestiniens acceptent moins que jamais l'aliénation d'une partie quelconque de leur patrie. En même temps l'opinion publique mondiale, les Etats-Unis s'indignent des restrictions draconiennes apportées à l'immigration juive. En Palestine les attentats terroristes perpétrés par des organisations sionistes sont quotidiens. Ainsi, le 22 juillet



Zeichnung: Legler/IG Metall

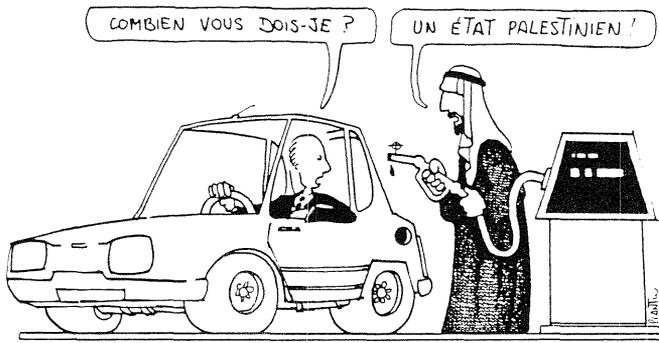
1946, le sioniste extrémiste et terroriste Menahem Begin fait sauter une aile de l'hôtel King David à Jérusalem où se trouvaient les bureaux du secrétariat du Gouvernement ainsi qu'une partie du Quartier général, tuant 86 fonctionnaires arabes, juifs et britanniques ainsi que 5 habitants.

En désespoir de cause la Grande-Bretagne décide de s'en remettre à l'ONU. Le 29 septembre 1947 l'Assemblée générale vote la fin du mandat britannique. Elle propose le partage de la Palestine en deux Etats, liés par une union économique, et l'internationalisation de Jérusalem. Les Arabes protestent avec véhémence(8A) les sionistes acceptent qu'ils se rapprochent de leur but tout en espérant qu'ils réussiront à agrandir par la lutte armée les territoires qui leur ont été accordés et à les "nettoyer" de la population arabe, (Plan DALET - 1947).

Sur le terrain le conflit éclate dès le lendemain du vote à l'ONU. Il tourne peu à peu à l'avantage des juifs qui occupent une partie des régions réservées à "l'Etat arabe" et chassent partout les indigènes par les moyens les plus brutaux. Des massacres bien calculés, auxquels on veille à donner la nécessaire publicité, font fuir des dizaines de milliers de Palestiniens. Ne citons que le plus célèbre, celui de DEIR JASSIN, qui selon Menahem Begin était "justifié, car sans cette victoire" il n'y aurait pas eu d'Etat juif." DEIR JASSIN était un petit village arabe dont les habitants s'étaient efforcés de rester en dehors de la lutte. Arrivent des détachements sionistes qui tuent pour faire peur 250 civils, hommes, femmes et enfants.

Le 15 mai 1948 les Britanniques évacuent comme convenu leurs troupes. La veille David Ben-Gurion avait proclamé l'Etat d'Israël en invoquant "les droits naturels et historiques du peuple juif." Les Arabes ripostent immédiatement. La Ligue arabe entre en guerre. Malgré d'appréciables succès initiaux, elle n'arrive pas à faire front à Israël qui bénéficie de l'appui de la diaspora et de la communauté internationale alors que la Ligue est l'objet d'un strict embargo d'armes. En janvier 1949 les Arabes, épuisés, sont obligés d'arrêter les combats. Israël contrôle alors non seulement 56,4% de la Palestine comme le prévoyait le plan de l'ONU, mais 77,4% , c'est-à-dire à peu près exactement le territoire qu'un projet sioniste avait revendiqué dès 1946. Autre "succès" de taille: (Chiffres de l'ONU) environ 700.000 Palestiniens ont été chassés ou se sont enfuis; leurs biens, estimés officiellement à 336 millions de dollars sont confisqués.

La partie de la Cisjordanie qui a échappé à la conquête sioniste est annexée par la Transjordanie tout court. Quant à la bande de Gaza, elle sera désormais administrée par l'Egypte.



in: PLANTU, Les cours du caoutchouc sont trop élastiques, Maspéro

La tragédie palestinienne a commencé. Les Israéliens n'acceptent qu'exceptionnellement le retour des réfugiés. Ils refusent même d'entrer en contact avec leurs délégués. "Nous traitons uniquement avec des Etats souverains, et non avec des individus" (diplomate israélien en 1949) (9). Cette attitude hautaine procède d'une analyse politique qui s'est révélée totalement erronée, à savoir que les réfugiés seraient absorbés par leurs pays d'accueil et que "la deuxième génération oublierait la Palestine" (10). C'est justement cette crainte de voir leur cause "gelée" et disparaître qui a poussé les Palestiniens à prendre les armes et à s'organiser au sein de l'OLP créée en 1964.

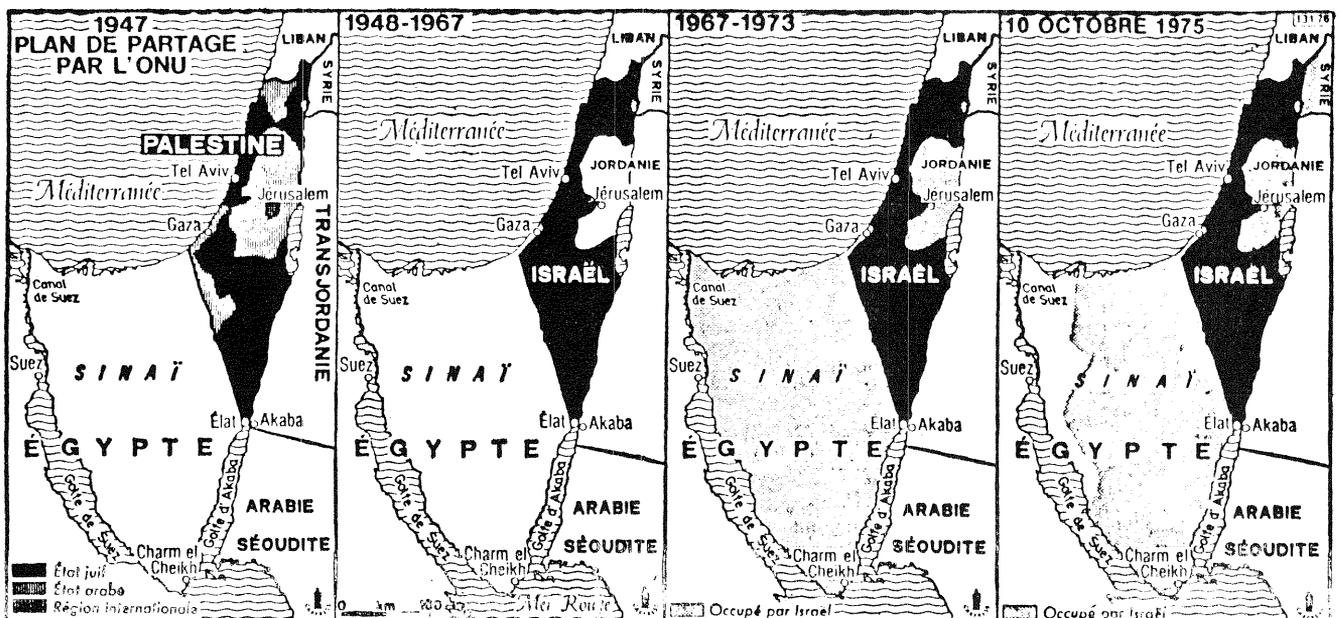
En quelques années, jouant sur tous les tableaux, y compris celui du terrorisme (en principe le fait de groupes extrémistes minoritaires, combattu au moins à partir de 1973 par les dirigeants du mouvement), l'OLP a réussi à acquérir une dimension internationale ayant des représentants dans les principales capitales du monde et le statut d'observateur à l'ONU. Simultanément elle a dû encaisser des coups terribles, comme en septembre 1970 quand les Bédouins de Jordanie pour sauver le trône de Hussein, massacrèrent au moins 10.000 Palestiniens. Les fedayin doivent se replier alors sur le Liban d'où ils poursuivent leurs opérations de harcèlement contre Israël qui s'est agrandie entre-temps de la Cisjordanie, de Gaza, du Golan et du Sinaï (guerre de 1967). Les représailles israéliennes sont toujours sans commune mesure et frappent aussi bien les Palestiniens armés que les civils libanais ou palestiniens. En même temps le gouvernement israélien continue de refuser obstinément tout contact avec

l'OLP bien que la centrale palestinienne ait dans la pratique renoncé à "libérer toute la Palestine" pour accepter la création d'un mini-Etat indépendant en Cisjordanie et à Gaza, ce qui implique en même temps la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence.

Les Israéliens préfèrent la confrontation qui aiguise les contradictions interarabes qu'ils exploitent à fond pour consolider leurs positions. A la fin des années 1970 ils bénéficient d'un rapport de forces exceptionnel: Par leur comportement souvent vexatoire les Palestiniens se sont fait déconsidérer auprès de la population libanaise et la guerre civile libanaise a finalement affaibli l'OLP et ses alliés progressistes; une première invasion au Liban en mars 1978 a repoussé à plusieurs kilomètres au nord de leurs frontières les fedayin palestiniens; enfin et surtout l'Egypte est neutralisée par les accords de Camp David (1978) qui par contre n'améliorent guère la situation des Palestiniens vivant en territoire occupé. Ajoutons que l'attention des pays arabes est captée par d'autres conflits, la guerre irako-iranienne et celle du Sahara occidental. La conjoncture est donc idéale pour établir une "Pax hebraïca". Mettons fin aux "absurdes prétentions des terroristes palestiniens" (11). C'est au moment où le premier volet des accords de Camp David, l'évacuation du Sinaï, touche à sa réalisation (24.4.1982) que le gouvernement renforce la politique de colonisation dans les territoires occupés, y accroît la répression contre les notables palestiniens (e.a. destitution, voire expulsion des maires même modérés de Naplouse, Ramallah, Hébron, Jenin, Gaza etc.), annexe Jérusalem, puis le Golan (janvier 1982), et lance finalement, en juin 1982, l'opération "Paix en Galilée" visant à liquider une fois pour toutes l'OLP, et avec elle la question palestinienne, pour établir, pourquoi pas, le fameux Grand Israël dont rêvaient certains sionistes, comme Menahem Begin, dès avant 1948.

Ainsi l'histoire de l'Etat d'Israël met en évidence un certain nombre de faits qui semblent inattaquables:

- 1) L'Etat d'Israël aurait été impensable sans l'antisémitisme européen.
- 2) Cet Etat a été créé par la violence et le racisme antipalestiniens. Il est le résultat



d'une conquête de type colonial et s'insère par là dans le grand mouvement d'expansion euro-pé-américaine des XIXe et XXe siècles.

3) Le mouvement sioniste, plus tard, l'Etat d'Israël, ont été dès le départ une pièce maîtresse sur l'échiquier de l'impérialisme occidental.

4) En refusant tout dialogue avec les Palestiniens, Israël les a précipités dans la lutte armée.

5) La politique israélienne des dernières années prouve que son objectif n'est pas la création de "frontières sûres" mais l'extension de sa domination sur la région.

M.K.

1) Maxime RODINSON, Peuple juif ou problème juif?, p.135. Les dirigeants sionistes avaient envisagé d'autres lieux de regroupement comme le Kenya, l'Argentine, l'Amérique du Nord.

2) Contrairement à une légende tenace, la Palestine n'est pas que désert quand les juifs s'y installent. Au contraire, certaines régions sont très fertiles.

3) Significatif à cet égard le célèbre slogan: "Une terre sans peuple pour un peuple sans terre"

4) Extrait du journal de Th.Herzl daté du 12.6.1895 et cité par Der Spiegel, No. 39 (1982), p. 156.

5) M. RODINSON, op. int. p. 168.

6) Cité par La question de Palestine, étude publiée par Tes Nations Unies, 1979, p. 5.

7) Elle était d'ailleurs sans valeur juridique: la Grande-Bretagne n'ayant pas de droits souverains sur la Palestine n'avait aucun pouvoir d'en disposer.

8) M. RODINSON, op. int. , p. 177

8A) Notons que si les gouvernements n'ont pas accepté le plan de partage de l'ONU de 1947, ils ont tous souscrit à la résolution 242 du 22.11.1967 du Conseil de Sécurité prise après la guerre de six jours et exigeant le retrait des troupes israéliennes dans les frontières d'avant la guerre donc sur un territoire plus large déjà que celui prévu en 1947.

9) Cité par AMNON KAPELIOUK, Le Monde Diplomatique, août 1982, p.4 .

10) idem.

11) Cité par Daniel LE GAC, CJN, Sept 1982, p. 24.

BIBLIOGRAPHIE.

Acquisition de terres en Palestine, publication de l'ONU, New-York, 1979, 32pp.

KOGELFRANZ Siegfried, " Geschlagen,vertrieben, verraten," in :DER SPIEGEL, no. 38 à 41 (1982) pp. 154-171, pp. 154-173, pp. 170-191, pp.168-188.

Le GAC Daniel, " Proche-Orient:jusqu'à quand la guerre?", in: Croissance des Jeunes Nations, no. 242, septembre 1982, pp. 19-26.

Le Monde Diplomatique, août 1982.

La question palestinienne, publication de l'ONU, New-York, 1979, 36 pp.

